

La guerre contre les drogues illicites : Est-ce qu'elle est perdue ?

Mary Dominick[•]

*avec la collaboration de Dieudonné Antoine-Ganga**

Riassunto

Il sistema legale messicano versa in uno stato disastroso a causa dei cartelli della droga sostenuti e sovvenzionati dagli Stati Uniti d'America. Infatti, gli USA rappresentano il principale mercato della marijuana, della cocaina e delle droghe sintetiche (queste ultime in misura minore) provenienti dal Messico.

L'articolo mette in evidenza che le regioni frontaliere del Messico sono prese in ostaggio, da una parte, dai principali produttori mondiali di cocaina e, dall'altra, dai principali consumatori (che si trovano nell'America del Nord ed in Europa). Pertanto, secondo l'autrice ed il suo collaboratore, il Messico non può risolvere da solo i suoi problemi derivanti dal narco-traffico.

Résumé

Le système légal du Mexique est dans un état de ruine à cause des cartels de la drogue soutenus et subventionnés par les États-Unis d'Amérique. En effet, les États-Unis sont le marché principal de la marijuana, de la cocaine et, en moindre quantité, des drogues synthétiques provenant du Mexique.

L'article met en évidence que les régions frontalières du Mexique sont pris en otage entre d'une part, les principaux producteurs mondiaux de coca et d'autre part, les principaux consommateurs (de l'Amérique du Nord et de l'Europe). Pour cela, l'avis de l'autrice et de son collaborateur est que le Mexique ne peut résoudre seul les problèmes liés au narcotraffique.

Abstract

The Mexican legal system is in a state of ruin because of illegal drug cartels supported, sustained and subsidized by the United States of America. It is the U.S. which is the market for marijuana, cocaine and to a lesser extent synthetic drugs trafficked through Mexico.

This article evidences that especially the frontier regions of Mexico have been taken hostage between, on the one hand, the principal world producers of cocaine and, on the other hand, the principal consumers (from North America and from Europe). Accordingly, it is the view of the author and her collaborator that Mexico cannot resolve in isolation the problems involved in narco-trafficking.

[•] Membre des Barreaux de l'Alabama et de Washington, D. C. Etats Unis d'Amérique.

* Diplome retraits.

Il existe, sans aucun doute, le « narco-terrorisme ». En 2007-2008, les membres de « Zetas », succursale d'un cartel de drogues, a brûlé ses adversaires avec de l'essence, torturé et exécuté 24 personnes dans un champ, largué des bombes au milieu d'une foule de gens célébrant la fête de l'indépendance à Morelia (Mexique), ville considérée comme le « site de l'héritage mondial ». Ils ont même décapité l'une des victimes dont ils ont exhibé la tête accrochée au plafond de la salle où se déroulait le bal. Epouvantable, horrifique et macabre spectacle qui reflète la brutalité et la violence dont se sert de plus en plus le terrorisme au Mexique. En 2008, il y'avait 5.700 victimes de la Guerres des drogues illicites en Mexique --- les avocats, les journalistes, les policiers, les juges, les militaires et les enfants inclus.

1. Préliminaire.

Le problème de fond reste l'argent car les profits de vente de la drogue écoulee au marché noir, sont énormes. On estime à 1-1.5 trillions de dollars US, le montant des dollars écoulés par ans, dans le monde entier par des moyens illégaux et illicites¹. On estime que \$13.8billion profite des cartels des drogues en Mexique chaque année et beaucoup plus les cartels aux Etats-Unis où la demande est la plus élevée du monde, le montant des sommes produites par la drogue avoisine presque 50 billions de dollars US par an. Ce chiffre peut être plus élevé, car il est difficile d'avoir des statistiques exactes.

¹ Voir : M. Naim, *Illicit : How Smugglers, Traffickers and Copycats Are High-jacking the Global Economy*, Inter-American Development Bank, IDB Cultural Center, Washington, 2005.

Au Mexique, le Ministre de la défense, M. Guillermo Galvan Galvan, estime qu'il y'a environ 500.000 trafiquants de drogue dont 300.000 cultivateurs d'opium et de marijuana, 160.000 intermédiaires (transporteurs, marchands, distributeurs, « dealers » et 40.000 « parrains »). Comme aux Etats-Unis, aucun endroit du Mexique n'est épargné par la drogue ainsi que par tous les dangers qui en découlent.

L'ancien Ministre de l'Intérieur, le sénateur mexicain Santiago Creel affirme de son côté que « l'argent acquis par la vente de la drogue ne circule pas dans des valises, mais est directement déposé dans les banques ». Ce qui a amené l'ancien ambassadeur du Mexique aux Nations Unies, Porfiro Munoz Ledo à déclarer le « Narco-terrorisme » dans la ville Ciudad Juarez en septembre 2008 : « Dans ce circuit de la vente de la drogue, l'on trouve à la fois, les assassins, les marchands, les collaborateurs, les policiers, les « extorsionistes » et les victimes.... Tout cela existe au vu et au su de tout le monde à cause de la complexité des institutions reconnues par la loi, comme les banques... les politiciens....D'une part et du pouvoir des cartels usant d'une économie informelle dominée par la corruption qui, elle, se développe grâce à la faiblesse de l'Etat Mexicain. »². Et sans aucun doute, c'est aussi la faiblesse des Etats-Unis³.

2. Le régime international.

² Cf « Mexico and the Drug Trade, » par Frontera NorteSur, Newspaper Tree, 29 septembre 2008.

³ Voir Gary Webb, « Dark Alliances » (1996) par un jeune journaliste qui était trouvé mort dans des circonstances bizarres en décembre 2004.

Dans l'édition 2008 de leur rapport sur les Drogues⁴, les Nations Unies affirment : « Moins de 5% de la population mondiale consomme des drogues ». L'âge des consommateurs se trouve dans la fourchette de 15 à 64 ans. Cependant la lutte contre les drogues illicites a produit des résultats plus favorables que la lutte contre le tabac ou contre l'alcool qui tue respectivement par ans, près de 5 millions de personnes et de 2,5 millions de personnes. Par comparaison, 200.000 de personnes meurent chaque année à cause des drogues illicites et ces chiffres ne font pas état des victimes au marché noir.

La lutte contre les drogues remonte à il y a plus de 150 ans, au moment où la Grande Bretagne a introduit en Chine l'opium qui y a déclenché une grande épidémie. Selon l'ONU, « à l'apogée de l'épidémie, des dizaines de millions de Chinois étaient dépendants de [l'opium] et chaque année, près d'un quart de la population masculine adulte en consommait. ». Il a fallu attendre la signature de l'accord de Shanghai en 1909 pour amorcer un début de lutte internationale contre les drogues. Entre temps, beaucoup de gouvernements et d'entreprises auront profité scandaleusement de l'opium dont les bénéfices constituaient « la moitié du revenu national de certains états insulaires, [véritables] centres de redistribution. » Pour renforcer la lutte contre les drogues, la Ligue des Nations a adopté les Conventions de 1925, de 1931 et de 1936. Et, après la deuxième guerre mondiale, des Protocoles sur l'opium seront conclus en 1946, en 1948 et en 1953 par les Nations Unies. C'est seulement en 1961 que les

Nations Unies ont adopté la Convention « qui a définitivement modifié la manière dont la communauté internationale traitait les substances placées sous contrôle.»

D'autres conventions ont vu le jour en 1971 (la Convention sur les substances psychotropes incluant les drogues synthétiques), en 1988 (la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes) dont 180 en sont parties. En décembre 2003, 140 pays ont signé la Convention contre la corruption. Jusqu'en septembre 2008, 125 états dont les Etats-Unis (30 octobre 2006) en sont parties.

Malgré toutes ces conventions, le système répressif connaît quelques faiblesses. Ce que reconnaissent par ailleurs les Nations Unies dans leur rapport de 2008. Elles y reconnaissent :

- « 1/ « la plus importante est la création d'un marché noir lucratif et violent ;
- 2/ que « l'accent mis sur la répression a peut-être eu comme conséquence le détournement des ressources initialement consacrées aux mesures de santé vers ce qui, en définitive, est un problème de santé publique ;
- 3/ que « les mesures de détention et de répression adoptées dans une région géographique ont souvent eu pour conséquence de détourner le problème vers d'autres régions ;
- 4/ que « les pressions exercées sur le marché concernant une substance particulière ont encouragé par inadvertance l'utilisation d'une autre drogue ;
- 5/ « l'utilisation du système pénal contre les consommateurs de drogues, souvent issus des groupes marginaux, réduit ainsi les possibilités d'offrir un traitement aux plus nécessiteux ; »

⁴ Nations Unies – Office contre la drogue et le crime, *Rapport mondial sur les drogues 2008*, disponible sur le site Internet: <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/WDR-2008.html>.

D'autre part, le rapport mondial 2008 sur les drogues explique que le fléau se propage en Afrique de l'Ouest et en Amérique du Sud. Ce que confirme Antonio Maria Costa, Directeur Exécutif du Bureau contre les drogues et les crimes à l'ONU, en déclarant « Les Etats des Caraïbes, d'Amérique Centrale et d'Afrique de l'Ouest, ainsi que les régions frontalières du Mexique sont pris en otage entre d'une part, les principaux producteurs mondiaux de coca et d'autre part, les principaux consommateurs (Amérique du Nord et l'Europe)... L'argent de la drogue corrompt les pouvoirs publics et devient même une source de financement du terrorisme. Promouvoir l'état du droit est donc le meilleur moyen de lutter contre le commerce de la drogue ».

3. Les Etats-Unis.

Avant sa mort en 2008, Monsieur William F. Buckley a calculé que 85 millions de personnes, c'est-à-dire un tiers de la population, ont utilisé, aux Etats-Unis des drogues illégales ! Cette estimation démentie les preuves par le Président Bush et le Vice Président Al Gore et est en contraste avec la révélation du candidat Barack Obama dans son livre « Dreams of My Father »⁵ en discutant le Rapport important du Sénateur John Kerry sur « Drugs, Law Enforcement and Foreign Policy » (1989)⁶.

D'autre part, l'on estime qu'en 2007, 4,5 millions de personnes ont utilisé ou consommé la drogue, au Mexique, soit 29% de plus qu'en 2002. Il faut signaler que 90% de cocaïne non produite au

Mexique, traverse le Mexique pour les Etats-Unis. A en croire M. Frontera NorteSur, l'augmentation pourrait être attribuée comme un résultat de « Narco-Nafta ». Pourquoi ? Il y'aurait plusieurs raisons. Tout d'abord, le gouvernement mexicain a subventionné la récolte légale, maintenant interdite. Ensuite les prix garantis pour le maïs ont été supprimés comme l'ont été les soutiens pour l'énergie. Enfin Consupo (Agence pour l'achat et la distribution des récoltes) et Fertimex (agence pour l'engrais) ont été abolis. Ce qui a engendré l'extorsion et la corruption auprès de petits agriculteurs. De leur côté, les Etats-Unis ont accru leur politique « d'agri-business » initiée en 1953. Les Etats-Unis semblent être un peu conscients de leur rôle. En 2007, M. Bush et M. Calderon ont présenté la « Meridia Initiative » avec des contributions de l'ordre de \$500 millions pour 2008, et de \$450 millions en plus en 2009 ; sans compter les \$ 150 millions pour les pays de l'Amérique Centrale. Mais comme l'affirmait les 8 et 9 décembre 2007, le Financial Times, pour réussir, les Etats-Unis devraient tout d'abord « nettoyer leur propre maison ».

Les trafics d'argent et d'armes sont les problèmes de base⁷. L'argent octroyé au Mexique par les Etats-Unis pourrait profiter à leur business (formation, intelligence, équipement de surveillance, vente d'hélicoptères, avions etc.) sans pour autant s'attaquer à la consommation aux Etats-Unis.

Le professeur Ethan Nadleman, Directeur exécutif de la Drug Policy Alliance à New-York a très peu d'espoir sur l'initiative. A ce propos, il a écrit

⁵ Voir : Peter Dale Scott et Jonathan Marshall, *Cocaine Politics : Drugs, Armies and the CIA in Central America*, Berkeley UC Press, 1998.

⁶ Voir aussi les allégations sur le trafic de cocaïne entre Nicaragua et « Mena, Arkansas » aux Etats-Unis

pendant la crise constitutionnelle « Iran-Contra » en 1984-1987.

⁷ Voir : J. Verini, « Arming the Drug war, » *Conte Nast*, July 2008.

dans le San Francisco Chronicle du 29 octobre 2007, que le Mexique devait combattre la violence organisée et protéger ses citoyens. Car selon Walter Cronkite, ancien journaliste, « il n'y a pas de peines très sévères contre les prisonniers, les « KingPins », marchands de drogues qui ont ruiné la vie des autres. Le problème important, c'est de couper le mal à la racine, en n'acceptant plus les demandes illégales⁸.

Quant au Département d'Etat, il écrit dans son Rapport annuel de drogue de 2007, que l'outil le plus valable du renforcement du droit et pour combattre les crimes internationaux, est celui de lutter contre le blanchissement d'argent. Importante encore c'est que le deuxième volume de leur Rapport est consacré à ce sujet.

4. Que faire ?

Comme le FBI, la CIA et même le DEA (Drug Enforcement Agency), le régime de contrôle des drogues illicites doivent être rénovés aux Etats-Unis. Comme dit le rapport du Washington Post (7 août 2007), les différents agents spéciaux du FBI devraient dorénavant avant de prêter serment, déclarer n'avoir jamais utilisé ou consommé des drogues illégales récemment, c'est-à-dire trois ans pour la marijuana et dix ans pour les autres substances contrôlées. La CIA, elle, demande à ses agents de ne pas avoir consommé des drogues illégales pendant un an. Le DEA recrute des agents qui admettent avoir consommé la marijuana seulement pendant leur jeunesse, et seulement si l'utilisation était expérimentale.

Y aurait-il une crise de direction aux Etats-Unis dans cette manière de lutter contre les drogues

illicite ? On est enclin à y croire. Les Etats-Unis devraient revoir leur politique intérieure de la lutte contre les drogues illicites (marijuana, cocaïne et opium), en interdisant la culture illicite, en luttant contre le marché noir, en mettant un accent particulier sur l'éducation, comme ils l'ont fait pour la lutte contre la consommation de tabac et d'alcool, en augmentant les dépenses de santé publique et en punissant sévèrement les crimes et la corruption tant au niveau des jeunes que des agents officiels. Les Etats-Unis devraient aussi travailler dans la transparence, et ce en conformité avec les accords internationaux.

La solution n'est pas d'ignorer le droit. Les Etats-Unis où l'application du droit contre les drogues illicites ne tient pas, devraient avant de demander au monde entier de lutter farouchement, rétablir le droit et ses règles chez eux.

⁸ Voir: Nadleman E., « Legalize It : Why It's Time to Just say No to Prohibition », *Foreign Policy*, Septembre-octobre 2007.

Bibliographie.

- Dale Scott P., Marshall J., *Cocaine Politics : Drugs, Armies and the CIA in Central America*, Berkeley UC Press, 1998.
- Naim M., *Illicit : How Smugglers, Traffickers and Copycats Are High-jacking the Global Economy*, Inter-American Development Bank, IDB Cultural Center, Washington, 2005.
- Nations Unies – Office contre la drogue et le crime, *Rapport mondial sur les drogues 2008*, disponible sur le site Internet: <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/WDR-2008.html>.